

Les Solutions fondées sur la Nature pour les risques littoraux en France



Rédaction :

Justine Delangue sous la coordination de Clémentine Azam et Sébastien Moncorps.

Remerciements :

Le Comité français de l'UICN remercie :

- Les personnes ayant contribué à cette étude et plus particulièrement Camille André, Théophile Bongart, Fabien Brimont, Aurélie Chamiot Prieur, Charlotte De Pins, Delphine Jung, Loïc Gouguet, Stéphane Grivel, Charlotte Le Moigne, Sybille Muller, Thierry Mougey, Jessica Orban, Brigitte Poulin, Adrien Privat, Freddy Rey, Julie Solignac, Gaëlle Vives, Sarah Voirin et Nicolas Rodrigues ;
- les porteurs de projets ou partenaires ayant transmis leurs études de cas ;
- les membres de la Commission « Gestion des Écosystèmes » et du groupe de travail « Solutions fondées sur la Nature » du Comité français de l'UICN, présidés par Freddy Rey ;
- les partenaires financiers de cette étude : le Ministère de la Transition Ecologique, l'Office français de la biodiversité, la Région Nouvelle-Aquitaine, Primagaz, Véolia et EDF.

Citation de l'ouvrage :

UICN Comité français, 2022. Les Solutions fondées sur la Nature pour les risques littoraux en France. Paris, France.

Dépôt légal :

Juillet 2022

ISBN :

978-2-493318-03-9

La reproduction à des fins non commerciales, notamment éducatives, est permise sans autorisation écrite à condition que la source soit dûment citée. La reproduction à des fins commerciales, et notamment en vue de la vente, est interdite sans permission écrite préalable du Comité français de l'UICN.

Réalisation graphique :

Natacha Bigan

Crédit photographique

Première de couverture : C. George, C. Azam, J. Robert, C. Bouchet, J. Robert

Quatrième de couverture : M. Rossi, N. Rodrigues, EID Méditerranée, M. Rossi, C. Cremades

Table des matières

4

CONTEXTE

5

Des écosystèmes littoraux variés en Métropole et en Outre-mer

7

Une protection grise contre les risques littoraux qui présente des limites

8

LES SOLUTIONS FONDÉES SUR LA NATURE : DÉFINITION ET IDENTIFICATION

8

Qu'est-ce qu'une Solution fondée sur la Nature ?

9

Comment identifier une Solution fondée sur la Nature ?

11

LES RISQUES NATURELS LITTORAUX

11

Une diversité de risques naturels littoraux

11

La submersion marine

11

L'érosion côtière

12

La mobilité dunaire

15

Des documents stratégiques et des plans qui visent à gérer ces risques naturels

16

QUELLES SOLUTIONS FONDÉES SUR LA NATURE POUR RÉDUIRE LES RISQUES NATURELS LITTORAUX ?

16

Des Solutions fondées sur la Nature pertinentes et qui se développent !

18

Des retours d'expérience variés

21

La préservation, la restauration et la gestion durable des écosystèmes sableux

37

La préservation, la gestion durable et la restauration des marais, estuaires et lagunes

39

La désartificialisation et la restauration par dépoldérisation et démantèlement des infrastructures côtières

44

CONCLUSION

46

BIBLIOGRAPHIE





© A. Caillaud

La France est soumise à plusieurs aléas naturels dont les effets s'amplifient au fil des années sous l'effet conjugué des changements climatiques et de l'artificialisation croissante des territoires. Il est attendu un renforcement des événements climatiques extrêmes dans leur intensité et/ou leur fréquence¹. L'artificialisation des sols rend, d'une part, vulnérables les populations et les activités implantées dans des zones à risque et, d'autre part, réduit la surface des milieux naturels et leur capacité d'atténuation face aux risques naturels. Le littoral français, défini comme une bande de largeur variable située à l'interface entre la terre et la mer, repré-

sente 18 000 km de linéaire dont 12 700 dans les départements et territoires d'outre-mer². Il est particulièrement exposé aux risques d'érosion côtière, de submersion marine et de mobilité dunaire.

Le diagnostic de la vulnérabilité des biens réalisé en 2019 par le CEREMA estime que d'ici 2100, entre 5 000 et 50 000 logements seraient menacés par le recul du trait de côte, pour une valeur immobilière comprise entre 0,8 et 8 milliards d'euros³. Cette vulnérabilité est exacerbée par une forte densité de population qui entraîne un haut niveau d'artificialisation. En France métropolitaine, le littoral représente 4 % du territoire mais

concentre 10 % de la population totale, soit 6 millions d'habitants. La densité moyenne y est 2,5 fois supérieure à la moyenne métropolitaine et la pression de construction de logements trois fois plus élevée⁴. Les littoraux sont donc plus artificialisés que le reste du territoire. En effet, 14,6 % de la surface des communes littorales sont artificialisées, contre 5,5 % de l'ensemble

des communes métropolitaines. Par ailleurs, entre 2006 et 2012, l'artificialisation a progressé deux fois plus vite sur le littoral que dans l'intérieur des terres⁵.

Les activités humaines sur le littoral génèrent également des déchets et des pollutions qui dégradent la qualité des milieux. Les écosystèmes littoraux sont le réceptacle des pollutions terrestres, notamment agricoles et industrielles, transportées par les cours d'eau. Le cumul de toutes ces pressions perturbe le fonctionnement des écosystèmes littoraux et affecte leur capacité de résilience face aux aléas naturels.

Des écosystèmes littoraux variés en Métropole et en Outre-mer

Cet espace possède une diversité d'écosystèmes et d'espèces exceptionnelles, grâce à l'interpénétration de la terre et de la mer. La salinité, le marnage, les embruns, le climat et le vent constituent des conditions spécifiques aux milieux littoraux. Celles-ci limitent souvent l'installation de la forêt et favorisent les formations herbacées basses. Les espaces naturels couvrent 52% de la surface des communes littorales. Plus d'une centaine d'habitats écologiques côtiers d'intérêt communautaire sont recensés sur les rivages métropolitains⁶. Les territoires ultramarins français abritent aussi des écosystèmes riches et particuliers comme les herbiers, récifs coralliens (quatrième plus grande surface au monde⁷) et les mangroves.

Il existe 3 grands types de côtes le long des façades maritimes métropolitaines et ultramarines : les côtes rocheuses, les côtes sableuses et les marais, lagunes et vasières. Ils constituent des lieux d'hivernage, d'alimentation et de reproduction pour de nombreuses espèces notamment de poissons et d'oiseaux. La France métropolitaine abrite ainsi la 3^{ème} population d'oiseaux d'eau hivernante d'Europe⁸. La Guyane française est l'un des sites d'accueil de limicoles les plus importants de l'hémisphère Sud⁹.

1/ IPCC, 2014. *Climate Change 2014 : Synthesis Report. Contribution of Working Groups I, II and III to the Fifth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change* [Core Writing Team, R.K. Pachauri and L. A. Meyer (eds.)]. IPCC, Geneva, Switzerland, 151 pp

2/ Observatoire du littoral, 2012.

3/ CEREMA, 2019. *Évaluation prospective des enjeux affectés par le recul du trait de côte. Série « Connaissance du trait de côte », 23pp.*

4 / Le Berre I, 2018. *L'artificialisation des littoraux : déterminants et impacts*. Béchet B.; Le Bissonais Y.; Ruas A. *Sols Artificialisés et Processus d'artificialisation Des Sols : Déterminants, Impacts et Leviers d'action, Expertise Scientifique Collective (ESCO)*. IFSTTAR, INRA, pp.234-254, 2017. ffh0176452

5/ www.onml.fr/chiffres-cles/cadrage-general/demographie-occupation-du-sol-et-logement/

6/ Observatoire national sur les effets du réchauffement climatique, 2015. *Le littoral dans le contexte du changement climatique. Rapport au Premier ministre et au Parlement*, La Documentation française, Paris.

7/ IFREMER, UBO, AFB, 2019. *Évaluation des écosystèmes et des services écosystémiques marins et côtiers. Contribution au programme EFSE*.

8/ CGDD, 2011. *Environnement littoral et marin. RéférenceS*. Service de l'observation et des statistiques.

9/ Roussel E., Ducombe M., Gabié C., 2009. *Les mangroves de l'outre-mer français. Écosystèmes associés aux récifs coralliens*.

Les estuaires sont, en outre, des habitats particulièrement importants qui offrent quantité de nourriture (grâce à l'apport des éléments nutritifs par les fleuves et à la vase qui couvre leurs fonds) et d'habitats propices à la petite faune (vers, mollusques, crustacés). De l'estran à plusieurs mètres de profondeur, on trouve également une flore particulière constituée de laminaires, algues et de plantes à fleurs comme les zostères et les posidonies¹⁰. Ces végétaux constituent un substrat pour de nombreuses espèces et leur présence modifie les conditions physiques du milieu (hydrodynamisme, conditions lumineuses), créant de nombreux habitats complexes et hétérogènes¹¹. Dans le bassin d'Arcachon, se développe ainsi le plus vaste herbier de zostères d'Europe occidentale. Malgré une nette diminution des surfaces, il atteint encore près de 4 500 ha aujourd'hui¹².



© C. Azam

LA LISTE ROUGE DES ÉCOSYSTÈMES des dunes côtières et rivages sableux de la façade méditerranéenne française¹³

Cette évaluation publiée en 2020 révèle que 7 des 9 écosystèmes constituant les cordons dunaires et les rivages sableux méditerranéens, représentant environ 26 % du linéaire côtier méditerranéen en France, sont « en danger » ou « vulnérables ». Ces analyses ont été réalisées par le Comité français de l'UICN, en partenariat avec l'Office français de la biodiversité (OFB), le Muséum national d'Histoire naturelle (MNHN) et avec l'appui de nombreux spécialistes des milieux littoraux méditerranéens.



Ces résultats montrent que ces écosystèmes ont été profondément affectés et fragmentés par l'artificialisation du littoral depuis les années 1960. Ils soulignent également les impacts actuels de la surfréquentation touristique et de la modification de la dynamique sédimentaire littorale à l'échelle de la façade méditerranéenne, qui aggravent les phénomènes d'érosion du trait de côte. En particulier, la construction d'infrastructures littorales affecte l'évolution des dunes côtières et des rivages sableux. La lutte contre l'artificialisation du littoral doit être la priorité pour assurer la sauvegarde de ces écosystèmes.

Une protection grise contre les risques littoraux qui présente des limites

Historiquement, la gestion des risques littoraux en Europe s'est largement appuyée sur la construction d'ouvrages de génie civil de défense contre la mer. Ainsi, 70 % du littoral protégé en Europe est aménagé à l'aide d'ouvrages de protection contre les submersions marines et/ou de lutte contre l'érosion du trait de côte (digues, murs, brise-lames, épis...) ¹⁴. En France métropolitaine, 20 % du linéaire côtier est occupé par des aménagements littoraux dont ceux qui visent à lutter contre l'érosion côtière ¹⁵.

Les défenses lourdes présentent, cependant, un certain nombre d'inconvénients. En effet, les coûts d'aménagement et d'entretien sont généralement très élevés, et les ouvrages frontaux créent un risque de submersion brutale et potentiellement dévastatrice des zones situées en arrière en cas de rupture. De plus, ils ont des impacts négatifs sur les écosystèmes et les paysages, entraînent des modifications des dynamiques hydro-sédimentaires aggravant souvent l'érosion côtière dans les zones non protégées. Les

infrastructures d'ingénierie civile constituent donc une protection temporaire et limitée face aux éléments naturels ¹⁶.

Ainsi, même si la protection des biens et des personnes par la construction d'ouvrages d'ingénierie civile reste encore aujourd'hui, dans les faits, l'option privilégiée pour réduire les risques littoraux, celle-ci ne peut plus constituer l'unique réponse ¹⁷, notamment face à l'accroissement, en intensité et en fréquence, des événements extrêmes dus au changement climatique. Les Solutions fondées sur la Nature peuvent être des réponses directes à la gestion des risques littoraux ou des réponses complémentaires en fonction des enjeux, de l'urgence de la situation et des échelles de temps d'action ¹⁸.

Il convient d'encourager une intervention graduée dans les choix d'aménagement et la décision politique en fonction des aléas naturels et de la vulnérabilité des biens et des personnes exposées : les Solutions fondées sur la Nature (préservation, gestion durable et restauration des écosystèmes) doivent être privilégiées avant d'envisager la construction d'ouvrages de protection. Elles peuvent en effet apporter une réponse pertinente, économiquement viable et à bénéfices multiples, aux risques littoraux tout en répondant aux enjeux de préservation de la biodiversité.

Documentation Ifreco.

10/ CGDD, 2011. Environnement littoral et marin. RéférenceS. Service de l'observation et des statistiques.

11/ Kelly E. (ed.), 2005. The role of kelp in the marine environment. Irish Wildlife Manuals, No. 17. National Parks and Wildlife Service, Department of Environment, Heritage and Local Government.

12/ Auby I., Bost C.-A., Budzinski H., 2011. Régression des herbiers de zostères dans le Bassin d'Arcachon : état des lieux et recherche des causes – IFREMER ODE LER Arcachon, 195p.

13/ UICN Comité français, 2020. La Liste Rouge des Écosystèmes en France - Chapitre Littoraux méditerranéens de France métropolitaine, Vol 1 : dunes côtières et rivages sableux, Paris, France, 28 pages

14/ Commission européenne, 2004. Eurosion. Vivre avec l'érosion côtière en Europe – Sédiments et espace pour la durabilité. 40 p.

15/ Commission européenne, 2004. Eurosion. CEREMA, 2015. Développer la connaissance et l'observation du trait de côte. Contribution nationale.

16/ Gougnet L., Roche A., 2014. Evolution de la gestion des dunes domaniales : les nouvelles stratégies.

17/ CEPRI, 2016. Les collectivités territoriales face aux risques littoraux. Elaborer et mettre en œuvre une stratégie de réduction du risque de submersion marine.

18/ Gougnet L., Roche A., 2014. Ibid.

LES SOLUTIONS FONDÉES SUR LA NATURE : DÉFINITION ET IDENTIFICATION

Qu'est-ce qu'une Solution fondée sur la Nature ?

Les Solutions fondées sur la Nature sont définies comme les actions visant à protéger, gérer de manière durable et restaurer des écosystèmes naturels ou modifiés pour relever directement les défis de société de manière efficace et adaptative, tout en assurant le bien-être humain et en produisant des bénéfices pour la biodiversité¹⁹ (Figure 1).

Le présent rapport s'intéresse au défi de société « risques naturels »²⁰ mais les Solutions fondées sur la Nature peuvent également contribuer à d'autres défis sociétaux tels que l'amélioration de la santé, la sécurité alimentaire, l'approvisionnement en eau, ou encore le développement socio-économique²¹.

Les Solutions fondées sur la Nature se déclinent en trois types d'actions, qui peuvent être combinées entre elles dans les territoires et/ou avec des solutions d'ingénierie classique, à savoir :

- La préservation d'écosystèmes fonctionnels et en bon état ;
- L'amélioration de la gestion d'écosystèmes pour une utilisation durable par les activités humaines ;
- La restauration d'écosystèmes dégradés ou la renaturation d'écosystèmes voire la création de milieux dans certains contextes.



Figure 1 : Les Solutions fondées sur la Nature, un concept englobant diverses approches fondées sur les écosystèmes

19/ UICN, 2016. WCC-2016-Res-069-FR. Définition des solutions fondées sur la nature.

20/ UICN Comité français, 2018. Les Solutions fondées sur la Nature pour lutter contre les changements climatiques et réduire les risques naturels en France. Paris, France.

21/ Cohen-Shacham E., Walters G., Janzen C. and Maginnis S. (eds.), 2016. Nature-based Solutions to address global societal challenges. Gland, Switzerland: IUCN. xiii + 97pp.

Le concept de Solutions fondées sur la Nature a émergé en 2009 sous l'impulsion de l'UICN, et s'est ensuite développé pour devenir un axe structurant du programme mondial de l'UICN dès 2013. En 2016, le Congrès mondial de la nature de l'UICN adopte la motion de définition²² des Solutions fondées sur la Nature et la motion, sur proposition des membres français de l'UICN, demandant aux états d'intégrer les Solutions fondées sur la Nature dans les stratégies de lutte contre les changements climatiques²³.

Depuis 2015, le Comité français de l'UICN s'est engagé dans la promotion et la valorisation des Solutions fondées sur la Nature pour répondre aux enjeux du changement climatique. Il a porté ce message dans le cadre de la COP21 et a permis une reconnaissance de la place des Solutions fondées sur la Nature dans l'Accord de Paris sur le climat. Elles ont été ensuite intégrées dans le Plan Climat, le Plan Biodiversité et le Plan National d'Adaptation au Changement Climatique en France.

Les Solutions fondées sur la Nature peuvent représenter une alternative économiquement viable et durable aux opérations de génie civil et d'investissements technologiques. L'entretien sur le long terme des Solutions fondées sur la Nature est souvent moins coûteux que celui des infrastructures de génie civil et leur nature flexible permet d'adapter les projets aux aléas climatiques et d'améliorer la résilience des territoires face au changement climatique.

Les Solutions fondées sur la Nature évitent, par ailleurs, les impacts sur les milieux naturels induits par les opérations de génie civil et apportent un bénéfice pour la

biodiversité car elles s'appuient sur la préservation, la gestion durable ou la restauration des écosystèmes. Cet objectif de gain pour la biodiversité est au cœur de la définition des Solutions fondées sur la Nature, ainsi que de la conception et de la mise en œuvre des actions. Ces dernières contribuent ainsi à la préservation du patrimoine naturel et culturel des territoires (maintien de la qualité des paysages, amélioration du cadre de vie, maintien et création de nouvelles activités économiques liées à l'agriculture, à la pêche, aux loisirs de nature ou à l'écotourisme...).

Dans certains cas, une combinaison de solutions associant infrastructures de génie civil, relocalisation et Solutions fondées sur la Nature, permettra de répondre au mieux aux enjeux économiques, techniques et sécuritaires du territoire (cas des fronts côtiers urbanisés par exemple) et de faciliter l'acceptation sociale des projets.

Afin d'être efficaces et de produire des résultats significatifs, ces solutions doivent être définies et mises en œuvre à l'échelle des territoires. En effet, le bon fonctionnement des écosystèmes s'opère à des échelles spatiales larges et sur le long terme. De même, la prévention des risques naturels nécessite des actions pensées à l'échelle territoriale et s'inscrit dans une échelle de temps long.

Comment identifier une Solution fondée sur la Nature ?

Pour préciser la définition adoptée en 2016 et faciliter l'utilisation de ces solutions, un standard international²⁴ a été produit en 2020 par l'UICN et sa Commission Gestion des Écosystèmes, avec la contribution du Comité français de l'UICN. Il s'appuie sur 8 critères et 28 indicateurs (Figure 2) et permet d'accompagner la mise en œuvre de Solutions fondées sur la Nature pertinentes et efficaces.

Il a pour objectif de :

- établir un langage commun et partagé entre tous ;
- identifier les projets qui relèvent ou non de Solutions fondées sur la Nature selon la définition de l'UICN ;
- faciliter l'évaluation de la qualité et de la pertinence des projets de Solutions fondées sur la Nature.

22/ UICN, 2016. WCC-2016-Res-069-FR. Définition des solutions fondées sur la nature.

23/ UICN, 2016. WCC-2016-Rec-107-FR. Intégrer les solutions fondées sur la nature dans les stratégies de lutte contre les changements climatiques.

24/ UICN, 2020. Standard mondial de l'UICN pour les solutions fondées sur la nature. Cadre accessible pour la vérification, la conception et la mise à l'échelle des SfN. Première édition. Gland, Suisse.

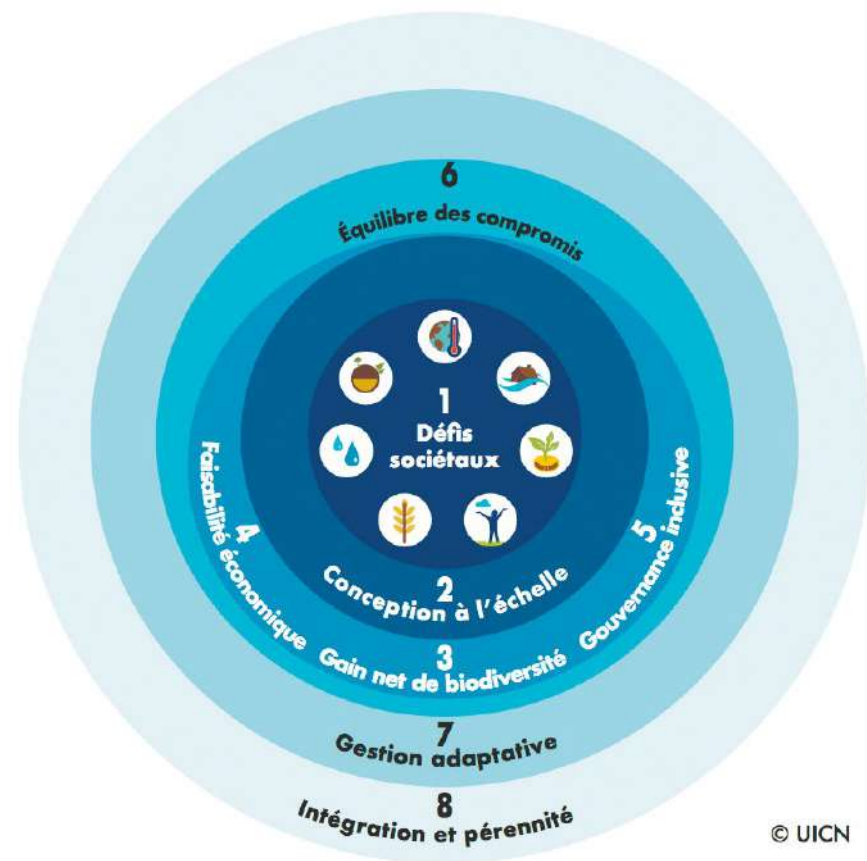


Figure 2 : Les critères du Standard mondial des Solutions fondées sur la Nature de l'UICN

Pour faciliter l'appropriation de ce standard international par les acteurs français, le Comité français de l'UICN a produit un guide d'accompagnement qui identifie les 8 questions clés à se poser pour déployer des Solutions fondées sur la Nature sur son territoire (Tableau 1)²⁵. Il permet de vérifier les éléments de définition et de cibler ceux à inclure dans une Solution fondée sur la Nature.

Tableau 1 : Les 8 questions clés du guide d'appropriation du Standard mondial des Solutions fondées sur la Nature de l'UICN

Q1 : A quel défi sociétal répond ce projet ?
Q2 : En quoi ce projet est-il favorable à la biodiversité ?
Q3 : Quels types d'actions s'appuyant sur la nature sont mis en œuvre ?
Q4 : Quel est le dimensionnement spatio-temporel des actions décrites en Q3 ?
Q5 : Comment sont pris en compte les coûts et bénéfices potentiels du projet au sein du territoire ?
Q6 : La gouvernance du projet permet-elle une association élargie et transversale des acteurs locaux ?
Q7 : Le projet est-il conçu de manière adaptative ?
Q8 : Le projet est-il partagé et disséminé ?

25/ UICN Comité français, 2021. Les 8 questions à se poser pour mettre en oeuvre les Solutions fondées sur la Nature - un guide d'appropriation du Standard mondial de l'UICN. Paris, France.

LES RISQUES NATURELS LITTORAUX

Une diversité de risques naturels littoraux

Un risque naturel se définit comme le croisement entre un aléa et un ou plusieurs enjeux (ensemble des biens et des personnes susceptibles d'être affectés par l'aléa). Un aléa naturel ne devient un risque que si des enjeux sont présents.

La submersion marine

La submersion marine est une inondation temporaire de la zone côtière par la mer dans des conditions météorologiques (forte dépression et vent de mer) et marégraphiques sévères, provoquant des ondes de tempête²⁶.

Les submersions envahissent généralement les terrains situés en-dessous du niveau des plus hautes mers, mais atteignent aussi parfois des altitudes supérieures si des projections d'eaux marines franchissent des ouvrages de protection et/ou la crête des cordons dunaires littoraux.

Elles se caractérisent par leur caractère temporaire, ce qui les distingue de la transgression marine (envahissement permanent des terrains par la mer) en raison de la hausse du niveau marin et de l'érosion côtière²⁷.

En France, 700 000 hectares sont situés en zone basse (sous le niveau atteint par la mer lors de conditions extrêmes) dans les départements littoraux²⁸. 864 communes sont particulièrement concernées par ce type d'inondation²⁹. Ainsi, on compte aujourd'hui en France 1,4 million d'habitants et 850 000 emplois exposés aux submersions marines selon l'Évaluation préliminaire des risques d'inondation (EPRI) réalisée en 2011³⁰. Cette évaluation précise que 5 départements concentrent 50 % de la population française exposée au risque de submersion marine (Gironde,

Loire-Atlantique, Seine-Maritime, Nord et Pas-de-Calais). Certains départements comptent une part significative de leur population exposée aux submersions marines : 15 % de la population de Mayotte et environ 10 % de la population des départements de la Martinique, de la Gironde, de la Charente-Maritime, de la Vendée, de la Manche et du Pas-de-Calais.

La submersion marine et l'érosion côtière sont étroitement liées et interagissent : les phénomènes de surcôte³¹ et l'action des vagues sont susceptibles de fortement aggraver l'érosion des littoraux, entraînant un recul du trait de côte, érosion qui pourra à son tour favoriser la submersion de la zone côtière³².

L'érosion côtière

L'érosion côtière résulte d'une dynamique intra-annuelle d'échanges de sédiments entre différents compartiments. Ce phénomène peut se traduire par le recul du trait de côte ou l'abaissement des plages et des petits fonds. Le recul du trait de côte correspond au déplacement, vers l'intérieur des terres, de l'interface terre/mer.

Elle est aujourd'hui aggravée par un déficit global en sédiments, l'élévation du niveau marin et l'impact de certaines activités humaines³³. Parmi celles-ci, on peut citer³⁴ :

- la construction d'aménagements divers pour des besoins économiques, touristiques ou agricoles qui se traduit par une artificialisation de la côte ;
- la construction d'ouvrages sur les cours d'eau et le littoral (barrages, digues, enrochements, brise-lames, etc.) ;

26/ Site Géorisques du Ministère de la Transition écologique.

27/ CEPRI, 2016. Les collectivités territoriales face aux risques littoraux. Elaborer et mettre en œuvre une stratégie de réduction du risque de submersion marine.

28/ Portail du réseau national des observatoires du trait de côte – chiffres clés.

29/ Site du Ministère de la Transition écologique.

30/ Ministère en charge de l'écologie, 2011. Mieux savoir pour mieux agir. Principaux enseignements de la première évaluation des risques d'inondation sur le territoire français. EPRI 2011. 68 p.

31/ Élévation temporaire et locale du niveau de la mer.

32/ CEPRI, 2016. Ibid

33/ UICN Comité français, CGDD, 2018. EFES : Le service de régulation de l'érosion côtière en Aquitaine. Collection Théma.

34/ Commission européenne, 2004. Eurosion. Vivre avec l'érosion côtière en Europe – Sédiments et espace pour la durabilité. 40 p.

- les activités de dragage, les gravières sous-marines et dans les lits des rivières³⁵ ;
 - la destruction de la végétation côtière (liée par exemple au piétinement).

En 2018, les travaux menés par le CEREMA sur l'Indicateur national de l'érosion côtière (Figure 3) ont mis en évidence que 19 % des côtes sont en recul sur les territoires où les tendances d'évolution passées ont pu être estimées. Ainsi, une surface d'environ 26 km² a été perdue en 50 ans pour la France métropolitaine³⁶.

Plus de 270 km de côtes présentent une vitesse moyenne de recul de plus de 50 cm/an en moyenne et les côtes basses sableuses évoluent plus que les autres types de côtes car 39 % sont en recul.

Tous les départements français littoraux sont concernés par le recul du trait de côte, sur des linéaires plus ou moins importants. Cinq départements (Seine-Maritime, Charente-Maritime, Gironde, Hérault et Gard) possèdent au moins 50 % de leurs côtes en recul, alors que les 4 départements bretons, la Loire-Atlantique, la Corse-du-Sud, la Martinique et Mayotte ont moins de 10 % de valeurs en recul³⁷.



La mobilité dunaire

La mobilité dunaire est définie par le mouvement des dunes mobiles (non stabilisées par la végétation) vers l'intérieur des terres³⁸. Ce phénomène résulte du déplacement du sable sous l'effet du vent. Il s'observe en milieu côtier où des stocks sédimentaires (sable) sont disponibles.

Ainsi, sur la côte atlantique, les vents dominants marins en provenance de l'Ouest ont tendance à transférer le sable de la plage vers la dune, puis de la dune vers l'intérieur des terres.

Il y a ainsi un phénomène d'ensablement des enjeux de l'arrière-pays auquel s'ajoute un déficit sédimentaire de la plage, contribuant au recul du trait de côte³⁹.

Les grandes phases d'avancées dunaires ont été, dès la fin du XIX^e siècle, maîtrisées par une politique active de plantation⁴⁰ et de stabilisation des systèmes dunaires, contribuant même à la progression du trait de côte. Aujourd'hui, cette tendance est inversée. Les phénomènes d'ensablement, même s'ils restent très localisés sur le littoral français, peuvent localement menacer des habitations, des voies de communication ou des cultures.

35/ www.geolittoral.developpement-durable.gouv.fr/presentation-r474.html

36/ www.geolittoral.developpement-durable.gouv.fr/presentation-r474.html

37/ Portail du réseau national des observatoires du trait de côte – chiffres clés.

38/ Ministère en charge de l'écologie, 2014. Guide méthodologique Plans de Prévention des Risques Littoraux.

39/ Observatoire de la Côte aquitaine. <http://www.observatoire-cote-aquitaine.fr/Les-risques-cotiers-53>

40/ Ministère en charge de l'écologie, 2014. Ibid.

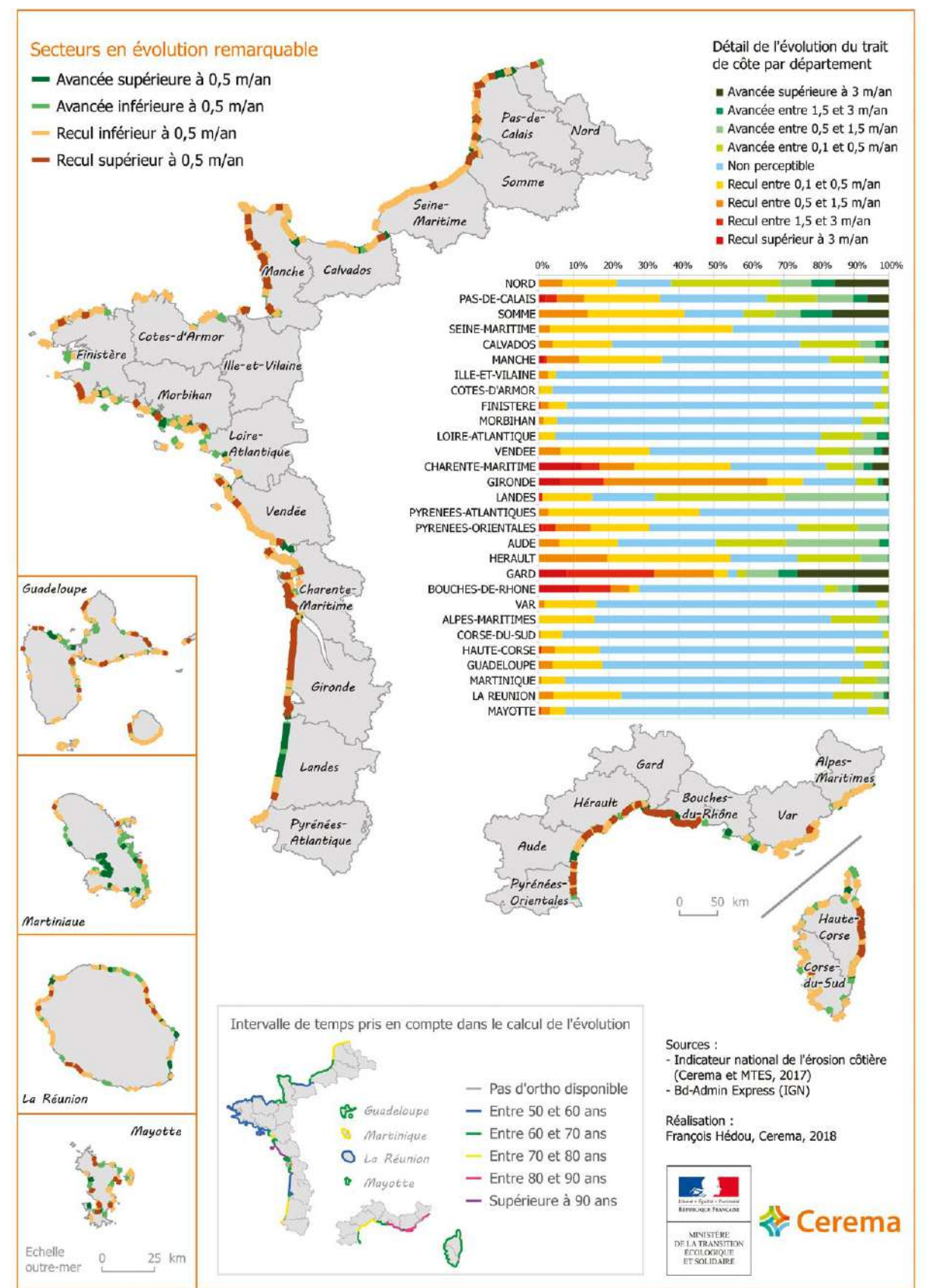


Figure 3 : Évolution du trait de côte d'après les données de l'indicateur national de l'érosion côtière (Cerema, 2018)

ET LE CHANGEMENT CLIMATIQUE DANS TOUT ÇA ?

Le GIEC prévoit, dans son dernier rapport sur les océans et la cryosphère⁴¹, une élévation du niveau marin mondial en 2100 de 48 cm pour le scénario le plus optimiste, à 84 cm pour le scénario le plus pessimiste. Et en raison des incertitudes sur le comportement de la calotte polaire antarctique, il n'est pas exclu que la hausse du niveau des mers s'étende au-delà de 1 m en 2100⁴².

A l'échelle mondiale, le niveau de la mer a augmenté en moyenne de 18,7 cm entre 1901 et 2011. En France métropolitaine, aux Antilles et à La Réunion, la hausse constatée est proche de cette moyenne. Elle est plus importante en Polynésie (+21 cm entre 1950 et 2010) mais inférieure en Nouvelle-Calédonie (+12 cm entre 1950 et 2010)⁴³. Cette élévation s'accélère.

On observe aussi un phénomène de hausse des températures qui va continuer tout au long du XXI^{ème} siècle. D'ici 2100, selon le scénario d'émissions de gaz à effet de serre le plus pessimiste, les 2 000 m supérieurs de l'océan devraient absorber 5 à 7 fois plus de chaleur que l'absorption de chaleur océanique accumulée observée depuis 1970⁴⁴. Les vagues de chaleur marines devraient, quant à elles, encore augmenter en fréquence, durée, étendue spatiale et intensité.

Ce phénomène se répercute enfin sur l'intensité moyenne des cyclones tropicaux, la proportion de cyclones tropicaux de catégorie 4 et 5 et les taux de précipitation moyens associés qui devraient augmenter. Les risques côtiers seront donc exacerbés par une augmentation de l'intensité moyenne de l'ampleur des ondes de tempête et des taux de précipitation des cyclones tropicaux⁴⁵.

Pour résumer, les submersions marines vont devenir plus intenses et plus fréquentes et l'érosion s'intensifiera au fil du temps.

Toutes ces modifications perturbent le fonctionnement des écosystèmes marins et côtiers et vont impacter fortement les territoires littoraux⁴⁶. Seule une limitation très forte des émissions de gaz à effet de serre pourra infléchir cette évolution. Cependant, quels que soient les efforts réalisés, l'adaptation de ces territoires est nécessaire, notamment pour faire face à la hausse du niveau de la mer que l'inertie thermique de l'océan rend inéluctable. Pour coordonner l'ensemble des mesures d'adaptation déclinées dans les différentes politiques publiques, la France s'est dotée en 2018 d'un deuxième plan national d'adaptation au changement climatique.

Des documents stratégiques et des plans qui visent à gérer ces risques naturels

La Directive européenne 2007/60/CE, transposée en droit français en 2010, est venue donner un cadre pour l'évaluation et la gestion des risques d'inondation, dont fait partie le risque de submersion marine. Sous l'impulsion de ces travaux, la France s'est dotée en 2014 d'une Stratégie Nationale de Gestion des Risques d'Inondation (SNGRI). Dans le cadre de la Directive inondation, 124 Territoires à Risques importants d'Inondation (TRI) ont été identifiés dont chacun fait l'objet d'une cartographie des risques d'inondation (qui tient compte de l'élévation du niveau de la mer pour les TRI littoraux).

A l'échelle des grands bassins hydrographiques, les Plans de Gestion du Risque d'Inondation (PGRI) définissent les priorités en matière de gestion des risques d'inondation déclinée localement grâce à une Stratégie Locale de Gestion du Risque d'Inondation (SLGRI).

Un des outils pour mettre en œuvre les dispositions des SLGRI est le Programme d'Actions de Prévention des Inondations (PAPI). Il vise à promouvoir une gestion intégrée des risques d'inondation pour réduire les conséquences dommageables des crues et des submersions marines. C'est un outil de contractualisation entre les collectivités et l'État permettant une mobilisation de l'ensemble des acteurs du territoire pour mettre en œuvre une démarche de gestion cohérente du risque à l'échelle d'un bassin.

Les PAPI fixent des axes d'actions adaptés au contexte local, afin de mettre en œuvre notamment des mesures de réduction de la vulnérabilité des enjeux et de gestion de l'aléa.

Pour faire face au recul du trait de côte, la France s'est dotée, en 2012, d'une stratégie nationale de gestion intégrée du trait de côte⁴⁷ dont l'enjeu principal consiste à anticiper l'évolution du trait de côte en faisant des choix de gestion et d'aménagement intégrant les enjeux écologiques, sociaux et économiques. A cet effet, un des grands axes du programme d'actions de cette stratégie est l'accompagnement des territoires littoraux dans la définition et la mise en œuvre de stratégies pour favoriser leur adaptation, notamment en expérimentant des projets de recomposition spatiale et en s'appuyant prioritairement sur le rôle des espaces naturels dans l'atténuation des effets de l'évolution du trait de côte. Une "boîte à outils" juridique et financière sera proposée aux collectivités ter-

ritoriales pour les accompagner dans la mise en œuvre de ces projets. Un chantier est en cours pour concrétiser les mesures annoncées par la ministre de la Transition écologique lors du Conseil de défense écologique du 12 février 2020⁴⁸.

A un niveau plus fin, les Plans de Prévention des Risques Naturels (PPRN) sont des documents élaborés par l'État en concertation avec les collectivités, à l'échelle d'une commune ou intercommunalité. Ils ont pour objet d'identifier les zones exposées aux risques naturels et de réglementer en conséquence les utilisations du sol, les façons de construire et les différents modes de gestion des terrains concernés. L'objectif est d'éviter une aggravation de l'exposition au risque et réduire la vulnérabilité des personnes et des biens sur un territoire. Ainsi, pour les zones naturelles ne présentant pas ou peu d'enjeux humains ou bâtis, le principe de non-aggravation de la vulnérabilité conduit à rendre ces zones inconstructibles.

Sur le littoral, les Plans de Prévention des Risques Littoraux (PPRL) portent sur l'érosion côtière, la mobilité dunaire et en particulier sur la submersion marine : depuis 2011, l'aléa à échéance 100 ans est pris en compte en plus de l'aléa de référence « actuel », pour améliorer la résilience à plus long terme du territoire (principalement au travers de prescriptions constructives).

Les collectivités littorales sont également concernées par la compétence de "Gestion des Milieux Aquatiques et de Prévention des Inondations" (GEMAPI) créée par la loi du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM). Cette compétence nouvelle et obligatoire, confiée aux communes et à leurs Établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre⁴⁹ au plus tard le 1^{er} janvier 2018, inclut « la défense contre les inondations et contre la mer »⁵⁰ (ce qui inclut les submersions marines et la gestion du trait de côte). La mise en place de cette compétence vise à mieux articuler urbanisme, gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations et des risques littoraux. Elle favorise ainsi la mise en place de Solutions fondées sur la Nature.

41/ IPCC, WGI & WGII, 2019. *The Ocean and Cryosphere in a Changing Climate, Summary for Policymakers*.

42/ IPCC, WGI & WGII, 2019. *Ibid*.

43/ Ministère en charge de l'écologie, 2015. *Le climat de la France au XXI^e siècle. Volume 5. Changement climatique et niveau de la mer : de la planète aux côtes françaises*. Sous la direction de Jean Jouzel.

44/ IPCC, WGI & WGII, 2019. *Ibid*.

45/ IPCC, WGI & WGII, 2019. *Ibid*.

46/ www.geolittoral.developpement-durable.gouv.fr/presentation-r474.html

47/ www.ecologique-solidaire.gouv.fr/adaptation-des-territoires-aux-evolutions-du-littoral

48/ www.ecologique-solidaire.gouv.fr/intervention-delisabeth-borne-4eme-conseil-defense-ecologique-paris-12-fevrier-2020

49/ *Métropoles, communautés urbaines, communautés d'agglomération et communautés de communes*

50/ Article L. 211-7 I.5° du Code de l'environnement

QUELLES SOLUTIONS FONDÉES SUR LA NATURE POUR RÉDUIRE LES RISQUES NATURELS LITTORAUX ?

Des Solutions fondées sur la Nature pertinentes et qui se développent !

Les Solutions fondées sur la Nature permettent de répondre aux risques naturels littoraux de façon durable et efficace. En effet, les écosystèmes littoraux comme les plages, dunes, marais et prés salés, estuaires, lagunes littorales, herbiers, mangroves et récifs coralliens, permettent de minimiser ces risques⁵¹.

Leur conservation et leur restauration permettent de réduire à la fois l'exposition des territoires aux aléas naturels car ces milieux naturels représentent des espaces tampons, et aussi l'ampleur des dégâts car ils constituent une barrière face au vent, à la houle et au sable.

Les Solutions fondées sur la Nature, des actions économiquement intéressantes !

L'Évaluation française des écosystèmes et services écosystémiques (EFESE) a permis d'évaluer un certain nombre de services rendus par les écosystèmes français. Une analyse du service de régulation de l'érosion côtière en Aquitaine a ainsi été publiée dans ce cadre par le Comité français de l'UICN et le CGDD (2018)⁵². Elle a estimé que les coûts de gestion de l'écosystème sableux apparaissent très limités, en comparaison de ceux consentis pour le rechargement des plages ou la mise en place et l'entretien d'ouvrages de protection. De plus, de nombreux avantages complémentaires sont fournis par ces milieux naturels (tourisme, paysage, biodiversité, etc.)

D'autres études ont estimé par ailleurs que la valeur des services de régulation des submersions et de l'érosion marine rendus par les prairies et zones humides en baie de Somme représentaient environ 6 millions d'euros par an. Selon le type d'habitats et de végétation, les plantes des marais réduiraient l'érosion de 30 à 80 % en comparaison avec une zone non végétalisée. Pour la protection contre les tempêtes, l'abaissement de la hauteur de houle serait de 4,4 cm à 15,8 cm par km de marais côtier traversé⁵³.

Diverses initiatives menées par des acteurs variés visent à accompagner et soutenir des projets de Solutions fondées sur la Nature sur les territoires littoraux. On peut citer en particulier les travaux du Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres et le programme Life ARTI-

SAN (2020-2027) qui vise à développer les Solutions fondées sur la Nature pour l'adaptation au changement climatique en France. Parmi les actions, la mise en œuvre de projets de SfN sur 10 sites pilotes est prévue.

51/ MTES, 2019. « espaces naturels, espaces protecteurs » - le rôle des écosystèmes naturels dans la prévention des risques.

52/ UICN Comité français, CGDD, 2018. EFESE : Le service de régulation de l'érosion côtière en Aquitaine. Collection Théma.

53/ Binet, T., Laustriat, M., Durou, N., 2015. Estimation des bénéfices de la protection des sites du Conservatoire du Littoral : état des lieux et perspectives à l'horizon 2050 - Etude de cas de l'unité littorale Baie de Somme, Manche – Mer du Nord, Vertigo Lab, Conservatoire du littoral, Rochefort, France, 73 p.

En 2017, le Conservatoire du littoral a lancé « Adapto », un projet Life qui a pour objectif d'explorer des solutions souples d'adaptation des territoires littoraux naturels face à l'érosion et à la submersion marine, accentuées par les changements climatiques. Il s'appuie sur une dizaine d'expériences locales d'adaptation aux risques littoraux (gestion souple du trait de côte). Situées sur les différentes façades maritimes françaises, elles impliquent les espaces protégés acquis par le Conservatoire mais aussi des territoires littoraux plus vastes. La diversité des situations géographiques et de nature des terrains (dunes, polders, marais saumâtres, mangroves...) confèrera au projet sa force démonstrative. Celui-ci contribue à démontrer l'intérêt écologique et économique d'améliorer la résilience des espaces littoraux en redonnant de la mobilité au trait de côte dans des espaces où les enjeux humains sont peu présents.

Rendez-vous sur : <https://www.lifeadapto.eu/>

Le Ministère en charge de l'écologie a également lancé un appel à projet en 2019 afin d'accompagner et de soutenir des projets de Solutions fondées sur la Nature pour les risques littoraux⁵⁴. Il a également réalisé une publication sur le rôle des espaces naturels face aux risques naturels⁵⁵.

L'appel à projets « des Solutions fondées sur la Nature pour des littoraux résilients » du Ministère de la Transition écologique, doté de 1 million d'euros, vise à promouvoir le rôle des écosystèmes naturels dans l'adaptation au changement climatique et l'amélioration de la résilience des territoires littoraux exposés aux évolutions du littoral et dans la lutte contre leur artificialisation. Il a permis de soutenir 9 projets sur le territoire français (Métropole et Outre-mer). Situés sur des territoires contrastés (naturels et urbanisés), où sont présents une variété d'écosystèmes naturels (dunes, cordons de galets, marais arrière-littoraux, mangroves), ils sont portés par un large panel d'intervenants (collectivités territoriales, établissements publics, entreprises privées).



© M. Rossi

54/ www.ecologique-solidaire.gouv.fr/appele-projets-des-solutions-fondees-sur-nature-des-territoires-littoraux-resilients

55/ MTES, 2019. Espaces naturels, espaces protecteurs – le rôle des écosystèmes dans la prévention des risques naturels.

Des retours d'expérience variés

Les principales actions de Solutions fondées sur la Nature qui permettent de répondre aux risques naturels littoraux (liste non exhaustive) sont (Figure 4) :

- la préservation, la restauration et la gestion durable des écosystèmes sableux (plages, dunes, forêts dunaires),
- la préservation, la restauration et la gestion durable des marais, estuaires et lagunes,
- la désartificialisation et la restauration par dépoldérisation et démantèlement des infrastructures côtières,
- la préservation et la restauration des mangroves⁵⁶, récifs coralliens⁵⁷ et herbiers marins.

Ces différentes actions peuvent être présentes au sein d'un même projet et combiner ainsi leurs bénéfices. Des exemples de projets sont présentés ci-après.



© EID Méditerranée

Ils permettent de mettre en avant des actions de terrain, en cours ou finalisées, dont l'analyse fait ressortir les freins et les leviers à la mise en place et la diffusion de ces Solutions fondées sur la Nature.

Au travers d'une précédente publication du Comité français de l'UICN, plusieurs exemples de projets de Solutions fondées sur la Nature pour les risques littoraux avaient déjà été identifiés et présentés⁵⁸. L'ensemble des projets développés par le Conservatoire du littoral, sélectionnés comme site pilotes pour le Life ARTISAN ou soutenus dans le cadre de l'appel à projets du Ministère en charge de l'écologie ne sont pas repris ici, seuls quelques exemples montrant la diversité des contextes et actions sont présentés.

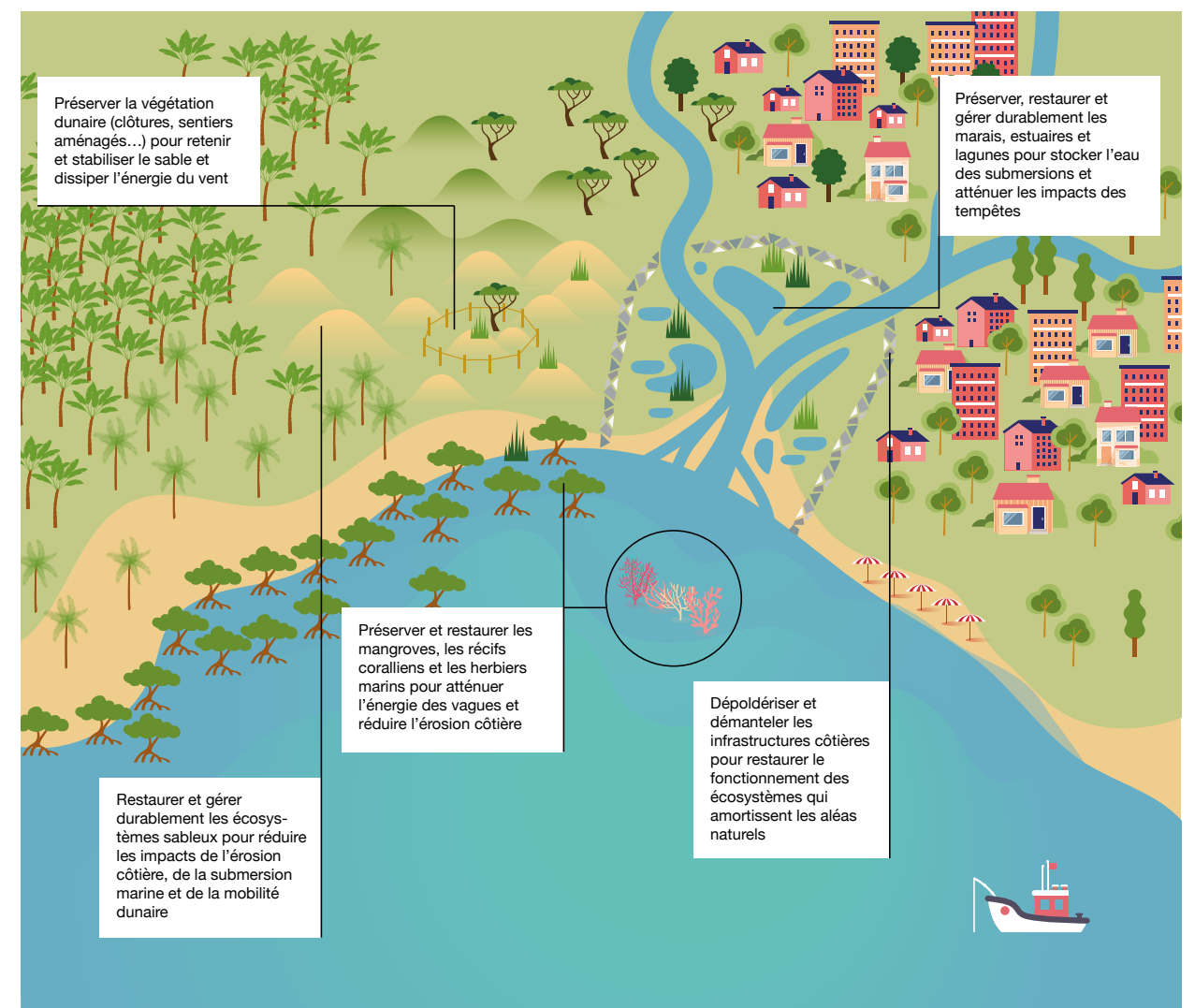


Figure 4 : Différents types de Solutions fondées sur la Nature pour les risques littoraux

Ce travail s'est appuyé sur les membres du groupe « Solutions fondées sur la Nature » de la Commission Gestion des Écosystèmes du Comité français de l'UICN.

La méthode de collecte des projets a reposé sur une sollicitation du réseau du Comité français de l'UICN et de ses partenaires, ainsi que sur une veille active (appels à projets, concours, trophées) en 2020. Cette consultation a permis de recueillir 9 exemples de projets de Solutions fondées sur la Nature pour la gestion des risques naturels littoraux.

Cette sélection de projets repose sur l'initiative et la volonté des porteurs de projets de nous faire remonter leurs expériences. Elle n'est donc pas exhaustive de l'ensemble des actions qui se font sur le territoire français.

56/ Pôle-relais zones humides tropicales, 2018. Guide technique sur la restauration de mangrove – synthèse des éléments clés à considérer pour tout chantier de restauration. <https://uicn.fr/wp-content/uploads/2019/03/guide-restauration-web-25.03.pdf>

57/ LÉOCADIE A., PIOCH S., et PINAULT M., 2019. Guide d'ingénierie écologique : la réparation des récifs coralliens et des écosystèmes associés. Documentation Ifreco. <http://ifreco-doc.fr/items/show/1877>.

58/ UICN Comité français, 2018. Les Solutions fondées sur la Nature pour lutter contre les changements climatiques et réduire les risques naturels en France. Paris, France.



LA PRÉSERVATION, LA RESTAURATION ET LA GESTION DURABLE DES ÉCOSYSTÈMES SABLEUX

Les plages, dunes et forêts dunaires participent à la résilience du littoral et à la régulation des impacts des aléas naturels grâce aux échanges sédimentaires internes au système dune-plage.

Ainsi, près d'une tempête, lorsque la plage est érodée, le stock sableux des dunes permet de réalimenter et reconstruire la plage. Inversement, lorsque du sable est déposé sur la plage par la mer lors des périodes calmes, il permet de reconstituer la dune⁵⁹ qui pourra alors à nouveau jouer son rôle de barrière naturelle lors de la prochaine tempête.

La pérennité et la capacité d'ajustement du système dune-plage sont directement liées à la liberté des échanges sédimentaires entre ses deux composantes. Or, ces échanges sont souvent perturbés par des ouvrages et aménagements.

La forêt dunaire, lorsqu'elle est présente, permet de jouer un rôle similaire à la dune (stockage de sable maintenu grâce aux racines des arbres et réalimentation de la plage).

Les végétaux présents au sein des milieux littoraux participent à la réduction des impacts de l'érosion côtière et de la submersion marine en dissipant l'énergie des vagues et du vent ainsi qu'en retenant et stockant le sable (en mer grâce aux herbiers marins ou à terre grâce à la végétation dunaire)⁶⁰.

Ces écosystèmes permettent ainsi de réduire les risques d'érosion littorale en maintenant un stock de sable, les risques de submersion en constituant un obstacle face aux vagues, et les risques de mobilité dunaire en stabilisant le sable grâce aux végétaux.

59/ Gouguet L.(coord.), 2018. *Guide de gestion des dunes et des plages associées*. Quae, collection « Guide pratique ».

60/ www.geolittoral.developpement-durable.gouv.fr/presentation-r474.html

© François Pinelli et Conservatoire du littoral

SUIVI DU PROJET ET PARTENARIATS

- **Suivis de la topographie** : 4 profils de plage sur les secteurs appartenant au Conservatoire du littoral sont suivis 4 fois par an par le BRGM durant la durée du projet. Le BRGM suit également, à la même fréquence, la position du trait de côte sur le lido et jusqu'à l'embouchure du Golo. Deux campagnes de mesures photogrammétriques sur les terrains du Conservatoire sont également prévues dans le projet et permettront de réaliser des cartes topographiques et d'évaluer l'évolution des sites.
- **Suivis de la biodiversité** : le Conservatoire, associé au Muséum national d'Histoire naturelle, réalise un Indice de Qualité Ecologique adapté au milieu marin qui permettra d'évaluer les évolutions et les changements de la biodiversité sur les sites du projet Adapto.

RÉSULTATS

Bénéfices face aux risques naturels visés

Erosion littorale : amélioration des dynamiques sédimentaires à l'échelle de la cellule hydrosédimentaire et limitation de la vitesse d'érosion attendue.

Submersion marine : la restauration des milieux dunaires leur permet de remplir leur rôle de barrière naturelle et résiliente contre les intrusions marines.

Bénéfices biodiversité

Les paysages littoraux retrouvent une faune et une flore adaptées, mobiles (diotis maritime, camomille des sables, chiendents des sables) ou fixées (replantation de genévrier).

DES DIFFICULTÉS
RENCONTRÉES...

...ET DES LEVIERS POUR
RÉUSSIR !

Foncier : les acquisitions foncières qui peuvent durer plusieurs années, à l'inverse des financements et des jeux politiques qui s'inscrivent dans un temps court.

Mobilisation des acteurs : les acteurs institutionnels ne sont pas assez mobilisés sur les sujets littoraux.

Compétences techniques : les études et suivis demandent des compétences techniques qui ne sont pas suffisamment disponibles au sein du Conservatoire ni chez les partenaires.

Partenariats : les études menées nourrissent les dialogues avec les acteurs locaux (élus, associations, professionnels, particuliers, services de l'Etat). Ces discussions devraient mener à l'élaboration de scénarios prospectifs alimentés par le volet économique. Ces étapes sont les conditions nécessaires à la solidité de solutions partagées.

Sensibilisation : la pédagogie et la concertation avec la population et tous les acteurs, y compris les acteurs techniques et institutionnels sont primordiales.

Le CPIE Bastia Golo Méditerranée mène des actions de médiation et sensibilisation sur le site (animations scolaires, animations grands publics et médiation concernant les travaux réalisés, banderoles).

RESTAURATION DES VIEUX SALINS D'HYÈRES

! Risques naturels visés Érosion littorale, submersion marine et tempête	Situation géographique Région Sud, département du Var, communes d'Hyères.	
🌸 Écosystème concerné Dunes 📍 Types de Sfn Préservation, restauration et gestion durable d'écosystèmes 👤 Porteur du projet Conservatoire du littoral 📅 Calendrier 2017-2021 💶 Financeurs et budget Commission européenne (45%), BRGM, Agences de l'Eau, Office français de la biodiversité, Fondation Total, Fondation de France, Conservatoire du littoral, 7 M€ pour le projet Life Adapto	  Contexte réglementaire et financier - Site du Conservatoire - Espaces naturels sensibles - Projet LIFE - Natura 2000 - Projet Interreg Marittimo	

LES OBJECTIFS DU MAÎTRE D'OUVRAGE

- Redonner une dynamique naturelle et une résilience au système dune-plage ;
- Restaurer la barrière naturelle durable contre les submersions.

RÉSULTATS

Bénéfices face aux risques naturels visés

Érosion littorale et submersion marine :

de fortes tempêtes ont eu lieu à l'automne 2019, juste à la fin des travaux de désenrochement et de reprofilage. Si certains tronçons du secteur restauré ont été endommagés lors de cet événement, les profils de dunes ont principalement été déplacés en arrière : les profils d'arrière dunes se sont engraisés.

Bénéfices biodiversité

Espèces : il est déjà observé que la quantité de poissons a été multipliée par un facteur compris entre 1,2 et 4,9, selon les secteurs.

EN QUELQUES MOTS

Ce projet s'inscrit dans le cadre du projet Life Adapto (voir encadré page 16) qui s'appuie sur 10 expériences locales d'adaptation aux risques littoraux.

L'un de ces sites est celui des Vieux Salins d'Hyères. Il a été acquis par le Conservatoire du littoral en 2001. La surface protégée couvre 365 ha, ce qui en fait un espace naturel protégé majeur de la rade d'Hyères.

Ce site est un témoin de l'ancienne activité salicole qui a représenté un pilier du développement local. Le plan de gestion en cours organise une gestion hydraulique du site proche de l'ancien fonctionnement des salins, dans un but d'optimisation de la qualité écologique et ornithologique. Cependant, cette configuration est malmenée par plusieurs phénomènes, dont notamment l'érosion du cordon dunaire au sud : recul du trait de côte, disparition des pins d'Alep et des zones ombragées, affouillement de la plage, et menaces sur des ouvrages hydrauliques du site. Les enrochements présents sur une partie du site limitent l'érosion là où ils sont implantés mais l'amplifient directement en aval du transit sédimentaire et perturbent le fonctionnement hydro-sédimentaire à l'échelle de la baie.

Des études menées par le BRGM et l'Université d'Aix-Marseille ont montré que cette zone humide littorale est un lieu favorable à la mise en œuvre de Solutions fondées sur la nature s'appuyant sur la restauration dunaire, la préservation du récif de posidonie et la création d'un chemin de contournement du littoral, pour retrouver les fonctions de barrière naturelle contre la mer.

Les actions menées sur ce site en 2019 ont été les suivantes :

- Rechargement de la dune et restauration de celle-ci sur les secteurs les plus critiques ;
- Suppression d'une partie des enrochements (340 m en plus des 100 m désenrochés en 2011) pour permettre l'apport de sable naturel vers les secteurs rechargés et vers la dune.

Les travaux ont été réalisés en contrôlant la quantité de matière en suspension afin de ne pas impacter l'herbier de posidonie, qui joue un rôle de brise-lame naturel en mer. Tous les aménagements et suivis seront réajustés au fur et à mesure en fonction de l'évolution du milieu pour permettre la protection des espaces naturels et de l'accueil du public.

DES DIFFICULTÉS RENCONTRÉES...

Réticences locales : le littoral des Vieux Salins est peuplé de pins. Ce secteur arboré et ombragé est très apprécié par les usagers. Or, ces pins pâttissent de l'érosion suite au désenrochement de 2011 à l'extrémité ouest de la pinède.

Al'annonce du prolongement du désenrochement, certains usagers et élus se sont inquiétés des impacts du projet sur la pinède. Une pétition a été lancée et l'opposition des élus a retardé la mise en œuvre du projet.

...ET DES LEVIERS POUR RÉUSSIR !

Financements et partenariats : les financements européens notamment ont permis la concrétisation des projets.

Communication : grâce à une exposition sur le désenrochement, aux visites commentées du site et au temps passé pour bien expliquer que la mortalité des pins est inéluctable avec la montée du niveau marin, les oppositions ont disparu et le projet a pu être mené à bien.

INTÉGRATION DANS LA VIE DU TERRITOIRE

Création d'une exposition de 12 posters, visites commentées du site, actions pédagogiques auprès des élèves des écoles locales, land art sur la plage.

POUR ALLER PLUS LOIN

A long terme, l'étang de l'anglais situé en arrière du linéaire désenroché pourrait se retrouver connecté avec la mer.

REHABILITATION DU CORDON DUNAIRE DE CAPBRETON

Risques naturels visés
Erosion littorale et mobilité dunaire

Écosystème concerné
Dunes

Types de Sfn
Restauration et gestion durable d'écosystèmes

Porteur du projet
Commune de Capbreton

Calendrier
2015-2016

Financeurs et budget
FEDER (16,79 %), Etat (20,63 %), Région Nouvelle-Aquitaine (24,43 %), Conservatoire du littoral (6,32 %), Camping Campeole Fierbois (8,53 %), commune de Capbreton (23,29 %), 552 524 € HT

Situation géographique
Région Nouvelle-Aquitaine, département des Landes, commune de Capbreton

Contexte réglementaire et financier

- En partie sur le site du Conservatoire du littoral et en zone Natura 2000
- Espace remarquable du littoral
- Site inscrit
- Stratégie locale de gestion de la bande côtière de Capbreton

SUIVI DU PROJET ET PARTENARIATS

- **Suivis botaniques** mis en place dès la réalisation du projet sur l'ensemble des secteurs.
- **Entretien des dunes** : depuis les travaux, la commune réalise chaque année, avec l'appui technique de l'ONF, un programme de travaux d'entretien permettant de maintenir la mise en défens et la stabilité des dunes de Capbreton (branchages et plantations).

RÉSULTATS

Bénéfices face aux risques naturels visés

Erosion littorale : réduction durable de l'érosion éolienne sur les dunes.

Mobilité dunaire : les secteurs menacés par le recul dunaire sont maintenant sous contrôle.

Bénéfices biodiversité

Flore : la stabilisation des sables a permis à une flore patrimoniale très riche, caractéristique des dunes sud landaises, de se développer.

Autres bénéfices

S'ils ont représenté un investissement important, les travaux réalisés permettent de limiter les coûts d'entretien annuels et de préserver et stabiliser 2,5 km de dunes pour 10 à 20 000 €/an engagés par la collectivité.

LES OBJECTIFS DU MAÎTRE D'OUVRAGE

- Restaurer la biodiversité des dunes et préserver ces milieux de la fréquentation humaine et de la perturbation du vent.

EN QUELQUES MOTS

Les dunes de Capbreton sont comprises entre la plage et la ville balnéaire, densément urbanisée, qui induit une pression anthropique très forte sur ces milieux naturels sensibles.

Depuis les années 1990, les dunes se sont fortement érodées du fait d'une absence de gestion et d'une érosion marine chronique. La mobilité des dunes a entraîné dans les années 2000 des débuts d'ensablements de zones urbanisées, générés par des transits sableux vers l'arrière, très importants.

Face à cette problématique, la commune a engagé en 2012 une action de restauration des dunes. A la suite de plusieurs réunions publiques et d'une concertation avec les propriétaires, elle a obtenu l'accord de la grande majorité des propriétaires de dunes. Avec l'appui de l'ONF, elle a réalisé en 2013-2014 une étude de restauration des dunes ayant pour objectif notamment de stabiliser et renaturer ces milieux naturels, et d'organiser les flux et l'accueil du public sur les différents secteurs.

A l'automne 2015, les travaux de réhabilitation ont été lancés par la collectivité en collaboration avec l'ONF. En utilisant les profils de dunes existants « remodelés » par le vent, des remodelages et reprofilages ont été réalisés pour limiter l'érosion éolienne et apporter une grande résilience au milieu. Ainsi, la topographie des dunes a été adoucie afin de réduire la prise au vent et les départs de sables.

La stabilisation des sables a été assurée par des couvertures de branchages qui limitent l'action du vent et des plantations d'espèces végétales dunaires structurantes comme le Gourbet (*Ammophila arenaria*). Les flux piétons ont été canalisés grâce à la création d'un « sentier de la dune » permettant de limiter le piétinement dunaire.

DES DIFFICULTÉS RENCONTRÉES...

Foncier : des parcelles publiques juxtaposent des parcelles privées, ce qui rend difficile une gestion cohérente des milieux naturels.

Démarches administratives : contraintes réglementaires fortes qui ont entraîné une enquête publique, une notice d'incidence Natura 2000 et un passage en commission départementale de la nature, des sites et des paysages au préalable.

...ET DES LEVIERS POUR RÉUSSIR !

Compétences techniques : l'ONF est compétent sur la stabilisation et la préservation des espaces naturels dunaires.

Financements et soutiens institutionnel et politique : consolidés grâce à la mise en place d'une stratégie locale de gestion de la bande côtière suivant la méthodologie régionale du GIP Littoral et à l'implication des partenaires financiers (Europe, Etat, Région, Département).

INTÉGRATION DANS LA VIE DU TERRITOIRE

La population locale a été impliquée dans le projet et sensibilisée à la préservation de ces milieux : réunions publiques, site web de la commune, de chantiers citoyens lors des travaux de restauration. Les élèves des écoles primaires de Capbreton ont participé à la plantation de gourbet et ont été sensibilisés à la fragilité du site.

POUR ALLER PLUS LOIN

Les techniques employées peuvent être reproduites sur d'autres sites à restaurer à grande échelle. Les secteurs concernés sont toujours exposés à l'érosion marine à moyen terme. Un repli des enjeux bâtis est donc actuellement envisagé en complément de ce projet.

26

27

RESTAURATION DE LA CONCHE DES GAILLOUNEYS

Risques naturels visés
Erosion littorale, tempête et mobilité dunaire

Écosystème concerné
Dunes

Types de Sfn
Restauration et gestion durable d'écosystèmes

Porteur du projet
Office national des forêts

Calendrier
2016-2018

Financeurs et budget
(DREAL (36 %), Région Nouvelle-Aquitaine (24 %), Département de la Gironde (23 %), Syndicat Mixte de la Grande Dune du Pilat (17 %), 154 884 € HT

Situation géographique
Région Nouvelle-Aquitaine, département de la Gironde, commune de La-Teste-de-Buch, Conche des Gaillouneys

Contexte réglementaire et financier

- Site du Conservatoire du littoral
- Site classé
- Espaces naturels sensibles
- Stratégie locale de gestion de la bande côtière de La Teste-de-Buch

© C. Bouchet

SUIVI DU PROJET ET PARTENARIATS

- **La dynamique naturelle** et son évolution sont suivies annuellement par l'ONF et des passages réguliers permettent d'appréhender les phénomènes naturels ou anthropiques (piétinement, brulage de branchages, déplacement de matériaux...).
- **Inventaires annuels** de la végétation réalisés par le Syndicat Mixte de la Grande Dune du Pilat.
- **Expertises de l'Observatoire de la Côte Aquitaine** : analyse des comparaisons de photographies, d'orthophotographies et exploitation des données LiDAR.

RÉSULTATS

Bénéfices face aux risques naturels visés :

Erosion littorale : limitation de l'impact du vent.

Mobilité dunaire : de 5m/an avant l'intervention, elle est maintenant quasi nulle car le sable en place ne peut pas être mobilisé et le sable en transit est capté par les branchages ou la végétation.

Bénéfices biodiversité

Flore : les caoudeyres (zones de départ de sable creusées par le vent) qui étaient exemptes de végétation sont en cours de colonisation grâce à l'amélioration des conditions d'accueil des végétaux par la pose des branchages.

Les espèces dunaires suivantes apparaissent naturellement : la linaire à feuille de thym (espèce protégée), l'oyat, le panicaut, l'euphorbe, le liseron des sables, la petite oseille, le lotier corniculé, la renouée maritime...

LES OBJECTIFS DU MAÎTRE D'OUVRAGE

- Permettre la restauration de milieux naturels dégradés ;
- Ralentir le processus de déplacement des sables vers l'intérieur des terres afin de protéger la route départementale.

EN QUELQUES MOTS

Le site de la Conche des Gaillouneys, situé au sud de la dune du Pilat, appartient au Conservatoire du littoral et est géré par le Syndicat Mixte de la Grande Dune du Pilat. Sur cette zone soumise à de très forts coups de vent, le cordon dunaire est totalement déstabilisé sur presque 10 ha. Les dégradations de cette dune ont débuté dans les années 70 à la suite de pratiques anarchiques. En l'absence de végétation fixatrice, le cordon dunaire est devenu très mobile sur ce secteur : 5 m/an, et se rapproche dangereusement de la route départementale 218 (36 m au plus proche en 2016). La restauration du cordon dunaire, sous maîtrise d'œuvre de l'ONF, a été envisagée en mettant en œuvre des travaux qui ont privilégié les capacités constructives du vent et de la dynamique végétale.

Le recours au reprofilage mécanisé a été limité à la création d'accès pour les engins et à l'écritage et au remodelage de quelques buttes résiduelles afin d'adoucir la topographie (0,44 ha). Cette action a permis de diminuer l'impact du vent sur la dune.

L'ONF a ensuite réalisé une couverture de branchages de pins et de genêts sur 6,31 ha provenant des forêts domaniales de la Teste et de Biscarrosse, qui a permis de piéger les sables transportés par le vent, d'éviter le déplacement du sable en place mais également d'améliorer les conditions d'implantation au sol des végétaux. Des andains de branchages ont également été mis en place et avaient pour vocation de jouer un rôle de brise vent (655 m). Certains secteurs ont par la suite été plantés d'oyats sur 2,59 ha pour accompagner la dynamique naturelle.

Ces techniques ont permis d'obtenir des conditions favorables au développement du tapis végétal des espèces locales.

DES DIFFICULTÉS RENCONTRÉES...

Démarches administratives : la réalisation du permis d'aménager avec un passage en commission des sites complique la réactivité sur des milieux aussi mouvants que les dunes.

Conditions météorologiques et contraintes naturelles : les interventions se réalisent l'hiver pour bénéficier du vent mais les conditions climatiques peuvent y être difficiles à cette période et l'érosion marine complique l'accessibilité au site. Une planification en lien avec les marées et la météo a été mise en place.

INTÉGRATION DANS LA VIE DU TERRITOIRE

Cette restauration illustre auprès du public et des usagers l'intérêt et le rôle des systèmes dunaires dans le contrôle de la mobilité des dunes. Les parapentistes, qui utilisent le site sont particulièrement sensibilisés.

...ET DES LEVIERS POUR RÉUSSIR !

Partenariats : la convention de coopération entre le gestionnaire du site et l'ONF a été un élément clé car cela a permis un partenariat public/public avec une mise à disposition de compétences reconnues de l'ONF.

POUR ALLER PLUS LOIN

Cette opération, qui a permis de « gagner du temps », ne doit pas empêcher la poursuite des réflexions sur le repli de la route qui sera toujours nécessaire à moyen ou long terme.

28

29

! Risques naturels visés Erosion littorale		Situation géographique Guadeloupe, communes de Sainte-Rose et de Petit-Canal
🌸 Ecosystème concerné Forêt littorale		Types de Sfn Restauration d'écosystèmes
🏡 Porteur du projet Office national des forêts		Calendrier 2018-2021
💰 Financeurs et budget FEDER (75%), ONF (25%), 322 000 €		Contexte réglementaire et financier - Interreg
Projet de territoire Projet de territoire de la commune de Sainte-Rose et de Petit-Canal		

- **Suivis de la topographie** : le BRGM a installé une caméra sur un site pour mener un suivi en timelapse de l'évolution du trait de côte et du développement de la végétation. il a également mené un suivi topo-bathymétrique du profil des plages des sites concernés.
- **Suivis de la biodiversité** : un inventaire botanique des espèces végétales et un suivi photographique (à 1 mois, 3 mois, 6 mois et 1 an après la mise en place) a été mené par l'ONF.

Autres bénéfiques

- Facilitation de la pénétration de l'eau dans le sol par le décompactage assuré par les racines.
- Augmentation de l'ombrage sur les sites concernés.

© V. Metereau

SUIVI DU PROJET ET PARTENARIATS

- **Suivis de la topographie** : l'observatoire du littoral de l'île de Noirmoutier réalise de nombreux relevés qui donneront une idée très précise des conséquences de l'action sur la position du trait de côte et les volumes de sables gagnés.
- **Suivis de la biodiversité** : les visites de site effectuées régulièrement par les techniciens de l'ONF permettent de suivre l'évolution de la végétation.

RÉSULTATS

Bénéfices face aux risques naturels visés

Érosion : la dune a d'ores et déjà gagné un volume de sable important renforçant nettement l'effet barrière et amortisseur de houle.

Submersion : le profil dunaire uniforme est plus stable et le phénomène de création de brèche est ainsi limité.

Bénéfices biodiversité

La végétation a très vite repris place sur le sable nu (en quelques semaines). Il s'agit d'une végétation très adaptée à la vie dans les dunes (principalement de l'oyat).

Autres bénéfices

Flore : ces chantiers, peu coûteux, de travaux de courte durée, peu impactant pour les milieux naturels et présentant des résultats visibles immédiatement ont de réelles vertus pédagogiques et sont généralement bien perçus par le grand public.

DES LEVIERS POUR RÉUSSIR !

Compétences techniques : l'expertise technique de l'ONF en matière de gestion des massifs dunaires est reconnue par la collectivité.

Financements : le dispositif PAPI a permis d'obtenir le budget nécessaire à la réalisation des travaux.

Partenariats : l'ONF et la CCIN sont deux structures habituées à travailler ensemble et qui échangent régulièrement sur les sujets littoraux.

POUR ALLER PLUS LOIN

Les techniques douces, faciles à mettre en oeuvre si elles sont maîtrisées, sont peu coûteuses et très bien perçues par le public.

SUIVI DU PROJET ET PARTENARIATS

- **Suivis de la topographie** : un suivi annuel du trait de côte et de la forme du contact dune/plage est effectué par l'ONF (partenaire de l'observatoire des littoraux du Pays de Monts). Il est également accompagné d'un suivi technique des chantiers.
- **Suivis de la biodiversité** : un suivi des espèces patrimoniales a démontré leur maintien au gré des fluctuations du trait de côte.

RÉSULTATS

Bénéfices face aux risques naturels visés

Erosion littorale : le piégeage de sable a permis le renforcement de la dune, et seule une partie de la dune embryonnaire a été érodée lors des tempêtes suivantes.

Tempête et submersion : reconstitutions complètes des secteurs touchés par la tempête Xynthia (2010) et les séries de tempêtes de l'hiver 2013/2014.

Bénéfices biodiversité

Préservation des dunes grises situées en arrière du dispositif

(habitat prioritaire), de la mosaïque d'habitats et d'espèces en limitant l'érosion de la dune blanche et des espèces d'intérêt communautaire dont la Cynoglosse des dunes (*Omphalodes littoralis*) par non ensablement.



DES LEVIERS POUR RÉUSSIR !

Compétences techniques : l'ONF est compétent sur la stabilisation et la préservation des espaces naturels dunaires.

Partenariats : bonne collaboration entre la communauté de communes et l'ONF.

Communication : la communication grand public, qui a été relayée par la communauté de communes, est importante à mettre en place.

POUR ALLER PLUS LOIN

La collectivité travaille actuellement à l'élaboration d'une stratégie de gestion de son littoral.
La communauté de Communes fait également partie du programme Territoire Engagés pour la Nature dans lequel des actions concernent la pérennisation du dispositif.



LA PRÉSERVATION, LA RESTAURATION ET LA GESTION DURABLE DES MARAIS, ESTUAIRES ET LAGUNES

Ces zones humides côtières, lorsqu'elles sont fonctionnelles, jouent le rôle de zones tampons face aux aléas naturels. Elles stockent l'eau en cas de submersion et atténuent donc l'impact des tempêtes. Elles peuvent aussi constituer des solutions pour gérer la montée du niveau de la mer.

Un exemple de reconnexion hydraulique afin de réduire les risques littoraux en Camargue est présenté ci-dessous.

Les étangs et marais des salins de Camargue (6 500 ha) sont constitués de terres récemment gagnées sur la mer et ayant fait l'objet de 50 années d'exploitation salicole. Le site est particulièrement exposé à la dynamique côtière et à la remontée du niveau de la mer. Le projet mis en place depuis 2010 par le Conservatoire du littoral et ses gestionnaires (Parc naturel régional de Camargue, Tour du Valat et Société nationale de protection de la nature) consiste en un accompagnement de l'évolution des milieux par un retrait maîtrisé et progressif du trait de côte sur les secteurs en érosion et la reconnexion hydro-biologique des lagunes entre elles, ainsi qu'avec la mer et les sous-bassins versants périphériques. Les actions ont consisté en la restauration et la création d'ouvrages hydrauliques et d'îlots pour la reproduction des oiseaux d'eau coloniaux et un démantèlement des stations de pompage pour favoriser les échanges d'eau gravitaires et donc un fonctionnement hydrologique plus naturel.

La digue de front de mer, érigée pour l'exploitation du sel, déjà disparue sur 2 kilomètres, est en cours d'effacement sur trois autres. Grâce à cela, on assiste sur ces secteurs à une reprise du recul du trait de côte accompagnée de la reconstitution d'une large plage de sable.

La reconstitution de ces écosystèmes littoraux caractéristiques des lagunes littorales méditerranéennes et des fronts de mer sableux (dunes, steppes salées, pelouses) apporte de nombreux bénéfices pour la biodiversité et augmente la résilience des écosystèmes restaurés qui contribuent à réduire les risques d'érosion et de submersion.

De nombreux paramètres sont suivis afin de pouvoir adapter la gestion : suivis des niveaux d'eaux et de la salinité dans les différentes lagunes, suivi de la gestion des ouvrages hydrauliques et des superficies en eau par imagerie satellite, suivi de la qualité de l'eau et des sédiments, suivi du trait de côte, suivis faune et flore...

Concernant l'acceptation sociale du projet, plusieurs supports de concertation ont été produits pour sensibiliser les habitants de Salin-de-Giraud et identifier des pistes de valorisation socio-économique du site, auparavant exploité.

La fiche détaillée de ce projet figure dans une précédente publication du Comité français de l'UICN ([*Les Solutions fondées sur la Nature pour lutter contre les changements climatiques et réduire les risques naturels en France*](#), page 39).



LA DÉSARTIFICIALISATION ET LA RESTAURATION PAR DÉPOLDÉRISATION ET DÉMANTÈLEMENT DES INFRASTRUCTURES CÔTIÈRES

Ces actions ont pour objectif de laisser plus d'espace aux écosystèmes afin qu'ils puissent retrouver un fonctionnement plus naturel et qu'ils jouent un rôle d'amortisseur des aléas littoraux.

Elles comprennent des opérations de dépoldérisation, de démantèlement d'infrastructures telles que des routes littorales, des enrochements et autres aménagements impactant la dynamique littorale ou encore l'abandon de ces infrastructures qui, en l'absence d'entretien et face à la force des aléas, se dégradent et finissent par être détruites.

Le projet Adapto, à travers l'accompagnement de 3 de ses sites pilotes, contribue à démontrer l'intérêt de la dépoldérisation au profit des écosystèmes dans l'organisation d'une interface terre-mer résiliente vis-à-vis du changement climatique et efficace en termes de gestion des risques naturels, de qualité écologique et de bilan économique.

Construit autour d'une approche intégratrice de recherche-action, ce projet comprend :

- des suivis complets de l'évolution de deux sites expérimentaux de l'estuaire de la Gironde (Charente-Maritime et Gironde) anciennement dépoldérés,
- une valorisation du retour d'expérience de deux secteurs partiellement dépoldérés du delta de la Leyre (Gironde), ainsi qu'une actualisation de l'analyse de la perception sociale des usagers et d'outils d'aide à la décisions (analyses économiques et multi-critères) autour de scénarios d'évolution possibles à long terme,
- la réalisation de travaux de suppression d'infrastructures responsables des dérèglements sédimentaires des rizières de la Mana (Guyane), de réaménagements hydrauliques et de réimplantation naturelle de la mangrove.

Pour plus de détails sur ces sites pilotes, vous pouvez visiter le site internet dédié : www.lifeadaptto.eu

RESTAURATION DU LIDO DU PETIT ET GRAND TRAVERS

! Risques naturels visés Érosion littorale	Situation géographique Région Occitanie, département de l'Hérault, communes de Carnon et de la Grande Motte.		SUIVI DU PROJET ET PARTENARIATS • Suivis de la biodiversité : le Conservatoire, associé au Muséum national d'Histoire naturelle, réalise un Indice de Qualité Ecologique adapté au milieu marin qui permettra d'évaluer les évolutions et les changements de la biodiversité sur les sites du projet Adapto.
🌸 Écosystème concerné Dunes 📍 Types de Sfn Préservation et restauration d'écosystèmes 🏠 Porteur du projet Conservatoire du littoral 📅 Calendrier 2000-2021 💶 Financeurs et budget FEDER (22%), Etat et Conservatoire du littoral (36%), Région Languedoc-Roussillon et Département de l'Hérault (30%), Collectivités territoriales (12%) Budget global de 17,5 millions €			RÉSULTATS Bénéfices face au risque naturel visé : <i>Erosion littorale</i> : dans le secteur de transition entre zone urbaine de Carnon (protégée par des épis) et zone naturelle (restaurée), les aménagements retardent le moment critique où l'eau submergerait le cordon dunaire. Dans le secteur naturel, les aménagements ont permis aux espèces végétales de s'implanter et de mieux fixer le sable. A l'Est du site, une avancée du trait de côte est même nettement visible (dynamique naturelle d'accrétion). Bénéfices biodiversité Les paysages littoraux retrouvent une faune et une flore adaptées et mobiles : Euphorbe peplis, Scirpes en boule, orchidées (<i>Anacamptis fragrans</i>), odonates (<i>Lestes macrostygma</i>), pélobates cultripèdes.

EN QUELQUES MOTS

Ce projet s'inscrit dans le cadre du projet Life Adapto (voir encadré page 16) qui s'appuie sur 10 expériences locales d'adaptation aux risques littoraux.

L'un de ces sites est le lido du Petit et Grand Travers qui sépare l'étang de l'Or de la mer Méditerranée sur un linéaire côtier d'environ 4 km. C'est la plage la plus proche de l'agglomération montpelliéraine qui est très fréquentée toute l'année (2 millions de visiteurs par an).

Le lido est situé entre deux secteurs fortement urbanisés (Carnon et la Grande Motte) et offre une succession de cordons dunaires, prés salés et milieux forestiers de grandes valeurs écologique, paysagère et culturelle. Il est en grande partie propriété du Conservatoire du littoral qui intervient sur ce site depuis 1976.

Situé dans le golfe d'Aigues Mortes, ce secteur connaît une érosion régulière qui a mené à une vaste opération d'aménagement durable étudiée, concertée et réalisée de 2000 à 2015.

Cette opération s'est déroulée en 3 phases. En 2008, la plage a été ré-ensablée (sédiments en provenance de la même cellule hydro-sédimentaire : le golfe d'Aigues Mortes). En 2009, des zones de stationnement et deux dunds-points ont été créés et la RD59 construite sur la dune a été mise en sens unique. En 2014, la RD59 a été détruite et l'espace dunaire a été restauré. Des aires de stationnements, une voie verte et 9 cheminements piétons ont été créés pour remplacer les 18 km de chemins sauvages existants à travers la dune. Des mares ont aussi été creusées en arrière du cordon dunaire.

Grâce à ces aménagements, les dynamiques naturelles ont repris leurs droits sur les 60 ha du site. Le milieu dunaire a ainsi pu être restauré et protégé et l'accueil du public repensé de façon cohérente sur le site. Le site continue d'évoluer, avec une érosion toujours présente et des enjeux d'accueil du public de plus en plus problématiques (fréquentation croissante, dégradation des aménagements...)

DES DIFFICULTÉS RENCONTRÉES...

Réticences locales : une opposition virulente des usagers, très attachés à leurs acquis sur ce site (caravanning estival, gratuité du stationnement, proximité...), s'est manifestée lors de la première enquête publique en 2007. Grâce à l'intervention d'un médiateur pendant 3 ans et à l'intégration des usagers dans le groupe projet, la situation s'est débloquée. Lors de la seconde enquête publique, une association environnementale a attaqué le projet en justice autour des impacts environnementaux. Le contentieux a donné raison au Conservatoire et le projet d'aménagement a pu être mené à terme en contrepartie de création de zones humides en arrière de la dune.

...ET DES LEVIERS POUR RÉUSSIR !

Financements et partenariats : le projet a bénéficié de financements de l'Etat à travers les missions littorales et grâce à la mise en place d'un comité de pilotage pour l'aménagement du Petit et Grand Travers réunissant l'Etat, le Département de l'Hérault, les communes de Maugeio-Carnon et de la Grande Motte ainsi que le Conservatoire du littoral.

INTÉGRATION DANS LA VIE DU TERRITOIRE

Dans le cadre du projet Adapto, des études de la perception sociale des usagers sont mises en place et un travail de pédagogie et de sensibilisation est mené par le CPIE bassin de Thau (intervention auprès des scolaires, médiation grand public, prises de vue cerf-volant, développement d'un jeu de rôles).

POUR ALLER PLUS LOIN

Un accompagnement pour l'élaboration d'un projet de territoire a été lancé en 2020, dont l'objectif est de comparer des scénarios prospectifs pour le site et d'aboutir à un programme concerté d'aménagements à court, moyen et long terme.

An aerial photograph showing a coastal village with several white, rectangular houses. The houses are situated on a sandy area that is being eroded by the sea, creating a steep, exposed sand dune in the foreground. The sea is visible on the right side of the image. The sky is clear and blue. The image is part of a presentation slide about coastal erosion and management.

SUIVI DU PROJET ET PARTENARIATS

• **Suivis de la topographique** : la communauté de Communes Médoc Atlantique a mis en place un observatoire du littoral nord-médocain qui permet d’approfondir les connaissances sur les phénomènes d’érosion marine par la mise en œuvre de mesures régulières d’observation et de surveillance : levés topographiques des plages et des dunes, levés bathymétriques des petits fonds, auscultations des ouvrages...

RÉSULTATS

Bénéfices face au risque naturel visé

Erosion littorale : rétablissement d’une dynamique hydrosédimentaire non perturbée qui devrait

dans les prochaines années avoir un impact positif sur les espaces dunaires à proximité du site, ainsi que sur la plage elle-même.

Bénéfices biodiversité

Un fonctionnement plus naturel des milieux dunaires est attendu.

DES DIFFICULTÉS RENCONTRÉES... ...ET DES LEVIERS POUR RÉUSSIR !

Conditions météorologiques et contraintes naturelles : travail à la marée basse uniquement.

INTÉGRATION DANS LA VIE DU TERRITOIRE

Une réunion publique sur la stratégie locale est organisée chaque année depuis 2018 et une plaquette de communication a été produite pour communiquer avec le grand public. Des réunions spécifiques avec les associations locales et le propriétaire du camping ont aussi été organisées.

Compétences techniques : bureau d'études spécialisé pour les études de maîtrise d'œuvre.

Financements : consolidés en région grâce au cadre donné par la stratégie locale de gestion de la bande côtière et à l'implication des partenaires financiers (Europe, Etat, Région, Département).

A moyen terme, les travaux entrepris ne permettront pas de stopper le recul du trait de côte et d'autres enjeux (bâties, infrastructures, publiques, routes, campings) seront exposés. L'accompagnement des processus naturels avec ce projet, la lutte active avec des outils juridiques et financiers adaptés devront être mis en place.

Conclusion



Les Solutions fondées sur la Nature pour répondre aux risques littoraux sont variées et efficaces, comme le montre cette série de projets démonstratifs. Les actions sont adaptables en fonction des risques naturels identifiés dans les différents territoires et les écosystèmes présents ou à restaurer. Elles apportent des résultats concrets et durables face à ces risques naturels et permettent simultanément de restaurer et préserver la biodiversité. Les Solutions fondées sur la Nature sont dépendantes du bon fonctionnement des écosystèmes et mettent donc en avant l'importance de préserver et restaurer les milieux littoraux qui ont été fortement dégradés lors des dernières décennies (artificialisation, pollution...).

Les projets présentés représentent un échantillon de l'ensemble des initiatives existantes en France. Parmi les projets mis en valeur et analysés, nombreux sont ceux qui concernent les milieux dunaires. Une meil-

leure identification et valorisation des projets de Solutions fondées sur la Nature sur les milieux humides et ultra-marins est nécessaire pour montrer la diversité des situations et des actions pouvant être mises en place afin de réduire les risques littoraux.

En particulier, des retours d'expérience de projets de Solutions fondées sur la Nature basées sur des actions de préservation et de restauration des mangroves, récifs coralliens et herbiers marins^{61,62}, seraient à identifier et à valoriser. En effet, ces écosystèmes permettent d'atténuer la force des vagues et de réduire l'érosion côtière. Ainsi, les 100 000 ha de mangroves dans les territoires ultramarins français constituent de véritables protections face à l'action de la mer puisque 75 % de l'énergie d'une vague est dissipée lorsqu'elle traverse 200 m de mangroves. Les herbiers, présents sur la pointe bretonne, en Méditerranée sous forme de posidonies et dans les

oultre-mer, sont eux des facteurs de régulation des courants et participent ainsi à la stabilité du littoral. Les banquettes de posidonies qui se forment sur les plages à partir de leurs feuilles mortes déposées par la mer jouent également un rôle majeur pour limiter l'érosion. Ces écosystèmes fragiles doivent être préservés en priorité car leur restauration est complexe et longue.

Dans ce contexte, le projet Z'AB en Martique (un des 10 sites pilotes du programme Life ARTISAN) va permettre d'alimenter les connaissances sur le rôle et l'importance des mangroves pour réduire les risques littoraux. En effet, ce projet permettra de favoriser le développement de la mangrove et de la biodiversité associée tout en réduisant l'impact de la houle sur le plan d'eau portuaire de l'Etang Z'Abriots.

L'analyse des projets met en avant des freins et des leviers facilitant le déploiement des Solutions fondées sur

la Nature sur l'ensemble du territoire. Parmi les leviers, les démarches participatives, la concertation et la communication avec la population locale sont cruciales, en particulier sur le littoral qui est un espace fortement habité et utilisé pour de nombreux usages. Ces éléments sont gages d'une acceptation sociale et d'une mise en œuvre réussie. Un soutien politique et institutionnel est souvent aussi un atout majeur.

Parmi les freins, la disponibilité et la maîtrise du foncier, ainsi que les démarches administratives et financières, complexes et longues, sont souvent relevées. La mobilisation d'acteurs ayant des compétences techniques pertinentes peut également s'avérer problématique et un développement des formations à l'ingénierie écologique est nécessaire.

Un des éléments clés de succès est enfin le suivi des bénéfices apportés par les projets. L'efficacité des actions de réduction des risques littoraux doit être mesurée dans le temps et analysée selon le type d'actions mises en œuvre. Il est donc important d'intégrer ces suivis dès la conception du projet et d'y consacrer des moyens financiers afin de faire connaître les résultats obtenus. Il en est de même pour les résultats obtenus sur la biodiversité. Ces suivis sont également importants pour adapter les actions aux changements climatiques ou aux évolutions du contexte socio-économique et ainsi garantir la pérennité des projets.

Le déploiement des Solutions fondées sur la Nature doit aujourd'hui s'accélérer et être appuyé par la mise en œuvre de politiques volontaristes et opérationnelles et d'outils financiers spécifiques, permettant d'obtenir des résultats concrets au niveau des sites et des territoires. Les Solutions fondées sur la Nature doivent être davantage connues et appropriées pour être développées en priorité dans la gestion des risques littoraux, ou, selon les cas, inscrites en complémentarité avec d'autres actions de génie civil ou de réaménagement de type relocalisation.

Les liens entre les crises climatique et de la biodiversité vont se renforcer et les Solutions fondées sur la Nature sont une formidable opportunité pour y répondre conjointement. Elles permettent en effet de lutter contre le changement climatique et les risques naturels associés tout en préservant la biodiversité.

61/ Pôle-relais zones humides tropicales, 2018. Guide technique sur la restauration de mangrove – synthèse des éléments clés à considérer pour tout chantier de restauration.

62/ LÉOCADIE A., PIOCH S., et PINAULT M., 2019. Guide d'ingénierie écologique : la réparation des récifs coralliens et des écosystèmes associés. Documentation Ifreco.

Bibliographie

Auby I., Bost C.-A., Budzinski H., 2011. Régression des herbiers de zostères dans le Bassin d’Arcachon : état des lieux et recherche des causes – IFREMER ODE LER Arcachon, 195 p.

Binet, T., Laustriat, M., Durou, N., 2015. Estimation des bénéfices de la protection des sites du Conservatoire du Littoral : état des lieux et perspectives à l’horizon 2050 - Etude de cas de l’unité littorale Baie de Somme, Manche – Mer du Nord, Vertigo Lab, Conservatoire du littoral, Rochefort, France, 73 p.

CEPRI, 2016. Les collectivités territoriales face aux risques littoraux. Elaborer et mettre en œuvre une stratégie de réduction du risque de submersion marine.

CEREMA, 2015. Développer la connaissance et l’observation du trait de côte. Contribution nationale.

CEREMA, 2019. Évaluation prospective des enjeux affectés par le recul du trait de côte. Série « Connaissance du trait de côte », 23 p.

CGDD, 2011. Environnement littoral et marin. RéférenceS. Service de l’observation et des statistiques.

Cohen-Shacham E., Walters G., Janzen C. and Maginnis S. (eds.), 2016. Nature-based Solutions to address global societal challenges. Gland, Switzerland: IUCN. xiii + 97pp.

Commission européenne, 2004. Erosion. Vivre avec l’érosion côtière en Europe – Sédiments et espace pour la durabilité. 40 p.

Gouguet L., Roche A., 2014. Evolution de la gestion des dunes domaniales : les nouvelles stratégies.

Gouguet L.(coord.), 2018. Guide de gestion des dunes et des plages associées. Quae, collection « Guide pratique ».

PCC, 2014. Climate Change 2014 : Synthesis Report. Contribution of Working Groups I, II and III to the Fifth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change [Core Writing Team, R.K. Pachauri and L. A. Meyer (eds.)]. IPCC, Geneva, Switzerland, 151 p.

IPCC, WGI & WGII, 2019. The Ocean and Cryosphere in a Changing Climate, Summary for Policymakers.

IFREMER, UBO, AFB, 2019. Evaluation des écosystèmes et des services écosystémiques marins et côtiers. Contribution au programme EFES.

Kelly E. (ed.), 2005. The role of kelp in the marine environment. Irish Wildlife Manuals, No. 17. National Parks and Wildlife Service, Department of Environment, Heritage and Local Government.

Le Berre I, 2018. L’artificialisation des littoraux : déterminants et impacts. Béchet B.; Le Bissonais Y.; Ruas A. Sols Artificialisés et Processus d’artificialisation Des Sols : Déterminants, Impacts et Leviers d’action, Expertise Scientifique Collective (ESCO). IFSTTAR, INRA, pp.234-254, 2017.

Léocadie A., Pioch S., et Pinault M., 2019. Guide d’ingénierie écologique : la réparation des récifs coralliens et des écosystèmes associés. Documentation Ifremer.

Ministère en charge de l’écologie, 2011. Mieux savoir pour mieux agir. Principaux enseignements de la première évaluation des risques d’inondation sur le territoire français. EPRI 2011. 68 p.

Ministère en charge de l’écologie, 2014. Guide méthodologique Plans de Prévention des Risques Littoraux.

Ministère en charge de l’écologie, 2015. Le climat de la France au XXI^e siècle. Volume 5. Changement climatique et niveau de la mer : de la planète aux côtes françaises. Sous la direction de Jean Jouzel.

MTES, 2019. Espaces naturels, espaces protecteurs - le rôle des écosystèmes dans la prévention des risques naturels.

Observatoire national sur les effets du réchauffement climatique, 2015. Le littoral dans le contexte du changement climatique. Rapport au Premier ministre et au Parlement, La Documentation française, Paris.

Pôle-relais zones humides tropicales, 2018. Guide technique sur la restauration de mangrove – synthèse des éléments clés à considérer pour tout chantier de restauration.

Roussel E., Ducombe M., Gabrié C., 2009. Les mangroves de l’outre-mer français Ecosystèmes associés aux récifs coralliens. Documentation Ifremer.

IUCN, 2016. Motion 62 : intégrer les Solutions fondées sur la Nature dans les stratégies de lutte contre les changements climatiques.
<https://portals.iucn.org/congress/fr/motion/062>

IUCN, 2016. WCC-2016-Rec-107-FR Intégrer les solutions fondées sur la nature dans les stratégies de lutte contre les changements climatiques.

IUCN, 2016. WCC-2016-Res-069-FR Définition des solutions fondées sur la nature.

IUCN, 2020. Standard mondial de l’IUCN pour les solutions fondées sur la nature. Cadre accessible pour la vérification, la conception et la mise à l’échelle des SfN. Première édition. Gland, Suisse.

IUCN Comité français, 2018. Les Solutions fondées sur la Nature pour lutter contre les changements climatiques et réduire les risques naturels en France. Paris, France.

IUCN Comité français, CGDD, 2018. EFES : Le service de régulation de l’érosion côtière en Aquitaine. Collection Théma.

IUCN Comité français, 2021. Les 8 questions à se poser pour mettre en œuvre les Solutions fondées sur la Nature - un guide d’appropriation du Standard mondial de l’IUCN. Paris, France.

Sites internet

<https://iucn.fr/solutions-fondees-sur-la-nature/>

www.ecologie.gouv.fr/prevention-des-inondations

www.ecologique-solidaire.gouv.fr/adaptation-des-territoires-aux-evolutions-du-littoral

www.ecologique-solidaire.gouv.fr/appel-projets-des-solutions-fondees-sur-nature-des-territoires-littoraux-resiliants

www.ecologique-solidaire.gouv.fr/intervention-deli-sabeth-borne-4eme-conseil-defense-ecologique-paris-12-fevrier-2020

www.geolittoral.developpement-durable.gouv.fr/pre-sentation-r474.html

www.georisques.gouv.fr/mentions-legales

Portail du réseau national des observatoires du trait de côte – chiffres clés. <http://observatoires-littoral.developpement-durable.gouv.fr/chiffres-cles-r9.html>

Site de l’observation et statistiques du Ministère en charge de l’écologie, 2014. L’essentiel sur...L’érosion hydrique des sols.

Observatoire de la Côte aquitaine.
www.observatoire-cote-aquitaine.fr/Les-risques-cotiers-53

www.onml.fr/chiffres-cles/cadrage-general/demographie-occupation-du-sol-et-logement/

Glossaire

GEMAPI

Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations

PAPI

Programme d’actions de prévention des inondations

PGRI

Plan de Gestion du Risque d’Inondation

PPRL

Plans de Prévention des Risques Littoraux

PPRN

Plan de prévention des risques naturels

SLGRI

Stratégie Locale de Gestion du Risque d’Inondation

SNPRI

Stratégie Nationale de Gestion des Risques d’Inondation

TRI

Territoires à Risques importants d’Inondation



COMITÉ FRANÇAIS DE L'UICN

259-261 rue de Paris
93100 Montreuil

E-mail : uicn@uicn.fr
www.uicn.fr